



Crédit : Rocco Rorandelli / Oxfam Italia. Frontière de Malpasse avant l'ouverture du marché, Haïti (2015).

## FWONTYÈ SAN FÒS KOTE

Les leçons tirées de l'expérience d'Oxfam et de ses partenaires sur l'inclusion socio-économique des personnes marginalisées dans la zone transfrontalière d'Haïti

***Fwontyè San Fòs Kote*** est un projet réalisé dans la zone frontalière entre Haïti et la République dominicaine pour renforcer les groupes et les individus qui ouvrent des marchés frontaliers dans un milieu informel, avec une attention particulière aux femmes, aux migrants, aux jeunes et aux commerçants, afin d'améliorer leur inclusion économique, financière et sociale. Pour réaliser cet objectif nous avons travaillé sur l'inclusion socio-économique, la citoyenneté active, l'équité de genre et la gouvernance binationale et locale. Nous avons travaillé, directement et indirectement, avec 255.275 personnes en provenance de Ouanaminthe-Dajabon, Belladère-Comendador et Malpasse-Jimani.

# TABLE DES MATIERES

1 Vue d'ensemble	4
2 Introduction	5
3 Le projet FSFK	6
3.1 Contexte	6
3.2 Oxfam en Haïti	7
3.3 Stratégie et résumé d'action	8
4 Résultats du FSFK	9
4.1 Inclusion socio-économique	10
4.1.1 CEPI	11
4.1.2 Éducation financière et à l'entrepreneuriat	12
4.1.3 Filières	13
4.1.4 MUSO	14
4.2 Équité de genre	14
4.2.1 Plateforme de Genre du Nord-Est	14
4.2.2 Formation en équité de genre et droits humains	15
4.2.3 Cahier de revendications des femmes	15
4.3 Gouvernance binationale	15
4.3.1 Mouvement AZUEI	16
4.3.2 Tables de concertation binationale	16
4.3.3 Règlements du marché	16
4.4 Citoyenneté active	17
4.4.1 Cahiers de revendications communautaires	17
4.4.2 Tables de concertation locales	18
4.4.3 Microprojets communautaires	18
4.4.4 Théâtre communautaire	19
4.4.5 Radio et journalistes	19
5 Leçons apprises	20
5.1 Inclusion socio-économique	20
5.2 Équité de genre	21
5.3 Gouvernance binationale	21
5.4 Citoyenneté active	22
6 Conclusions	24

# ACRONYMES

ACCCG	Association des Couturiers et Couturières de la Commune de Ganthier
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
AJDL	AkysonJèn pou Développement Lokal
AMUBEL	Atelier de Music de Belldère
APMPL	Asosyasyon Pechèak Machann Pwason Lilèt
ASOMURE	Asociación de Municipiós de la Region Enriquillo
CAO	Coopérative Apicole de Ouanaminthe
CEPI	Centres pour l'Emploi Polyvalents Incubateurs
CMAH	Chambre de métiers & d'artisanat d'Haïti
FEDOMU	Federaciòn Dominicana de Municipios
FMI	Fond Monétaire International
FSFK	Fwontyè San Fòs Kote
GARR	Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés
KNFP	Konsèy National de Financement Populaire
MUSO	Mutuelle de Solidarité
OCB	Organisations Communautaires de Base
OGB	Oxfam Great Britain
OIT	Oxfam Italia
OES	Oxfam Intermon
OVACOB	Organisation pour la Valorisation de la Couture à Belladère
PIB	Produit Intérieur Brut
PGNE	Plateforme Genre du Nord- Est
RCL	Référence Ckok Lakay
UE	Union Européenne

# 1 VUE D'ENSEMBLE

<b>Change Goal</b>	Change Goal 6: Financing for development and universal essential services
<b>Oxfam subtheme</b>	Economic Justice
<b>Project name</b>	Inclusion économique et sociale des personnes marginalisées, vulnérables et dépendant de l'économie informelle, en particulier les femmes des zones d'échanges transfrontalières en Haïti
<b>Acronyms</b>	FSFK – Fwontyè San Fòs Kote
<b>Project number</b>	DC1-HUM/2014/1423 (Oxfam Italy internal code: 18-14)
<b>Project period</b>	<b>From: 1<sup>st</sup> March 2015</b> <b>To: 31<sup>st</sup> July 2019</b>
<b>Unit/ Country Office</b>	Haiti
<b>Authors</b>	Lorenzo Paoli <a href="mailto:lorenzo.paoli@oxfam.it">lorenzo.paoli@oxfam.it</a> , Nicola Pin <a href="mailto:nicola.pin@oxfam.it">nicola.pin@oxfam.it</a> , Francesco Torrigiani <a href="mailto:francesco.torrigiani@oxfam.it">francesco.torrigiani@oxfam.it</a> , Gabriele Regio, <a href="mailto:gabriele.regio@oxfam.org">gabriele.regio@oxfam.org</a>
<b>References</b>	Case study on Fwontyè San Fòs Kote project aimed to support the social and economic inclusion of marginalised people in Haitian border
<b>Date</b>	22 <sup>nd</sup> January 2020
<b>Sign off for external use</b>	Oxfam Country Director in Haiti
<b>Approval Partners/ People</b>	All the information included in the paper can be used for external communication. Partners and people represented in the story have given consent to use their information.
<b>Key Words</b>	Socio-economic inclusion, governance, gender equity, value chains, microfinance

## 2 INTRODUCTION

Au moment de la rédaction de ce rapport, Haïti est le pays latino-américain avec le plus faible indice de développement humain, se classant au 168ème rang<sup>1</sup>. Les zones frontalières avec la République dominicaine représentent depuis longtemps des zones fortement marginalisées. Dans le même temps, elles offrent d'une part la possibilité d'expérimenter des processus à forte valeur novatrice, en particulier pour les femmes et les jeunes, et d'autre part des occasions de réflexion utiles des deux côtés de la frontière.

Entre 2015 et 2019, Oxfam, avec le soutien de l'Union Européenne et du Ministère italien des Affaires Etrangères, a mené à bien le projet Fwontyè San Fòs Kote (une expression créole signifiant des frontières sans exclusion) visant à influencer sur l'inclusion sociale et économique de la population de Ouanaminthe-Dajabon, Balladère-Comendador et Malpasse-Jimani, respectivement à la frontière nord-est, centre et sud-est entre Haïti et la République dominicaine.

L'initiative, qui a duré plus de quatre ans, a impliqué plusieurs partenaires haïtiens, dominicains et internationaux. Elle s'est achevée dans le cadre politique, social et économique de ce pays très délicat qui a eu des répercussions importantes sur une population locale déjà sous forte pression.

Grâce à un engagement incessant, le partenariat de Fwontyè San Fòs Kote a permis d'atteindre des objectifs importants pour les personnes avec lesquelles il a travaillé, à partir de l'augmentation des revenus et des économies réalisées jusqu'au dialogue entre les autorités locales à la frontière entre Haïti et la République dominicaine.

Sur la base des éléments recueillis, le présent rapport résume, d'une part, les résultats les plus significatifs produits au cours des 53 mois d'activité du projet ; d'autre part, il systématise et capitalise, autour des pierres angulaires de l'initiative, les principaux changements générés par rapport aux méthodologies et aux moyens employés.

En fait, le but de cet exercice est de fournir en premier lieu à la communauté locale, aux bénéficiaires et aux partenaires, ainsi qu'aux divers acteurs impliqués dans ces questions, les enseignements tirés et les outils clés utilisés pour promouvoir l'inclusion socio-économique des partenaires.

Pour faire tout ça, le projet a décidé d'utiliser un site Web en français qui offre des outils, des images, des vidéos et bien plus encore aux personnes intéressées par le biais du portail Web [ww.fsfk.org](http://ww.fsfk.org).

Ce document est donc structuré comme suit : un premier chapitre illustrant brièvement la stratégie d'intervention utilisée et le contexte dans lequel Fwontyè San Fòs Kote a agi, suivi par une description des résultats obtenus dans chacun des domaines de travail prioritaires. Enfin, les deux derniers chapitres exposant les principales leçons qui peuvent être tirées de la mise en œuvre du projet en Haïti.

---

<sup>1</sup> Source : UNDP, 2018. Human Development Indices and Indicators. 2018 Statistical Update. Données disponibles au lien suivant : <http://hdr.undp.org/en/2018-update>

# 3 LE PROJET FSFK

## 3.1 CONTEXTE

En 2019, l'indice de développement humain du PNUD<sup>2</sup> a classé Haïti à la 169<sup>e</sup> place sur 189 pays. En Amérique latine et dans les Caraïbes, Haïti a l'un des plus hauts niveaux d'inégalité avec un coefficient de Gini élevé (0,65), avec plus de 76 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par personne et par jour<sup>3</sup> ; 22 % des enfants de 0-59 mois souffrent de malnutrition chronique et 8 % en sont gravement atteints<sup>4</sup>. L'économie haïtienne est peu diversifiée et environ 50 % de la main-d'œuvre haïtienne est impliquée dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, tandis que seulement 25 % de la population contribue au PIB. Près de 80 % de la population active travaille dans le secteur informel ; 78 % sont des femmes et 46 % des jeunes (moins de 25 ans et jusqu'à 36 ans) travaillant dans les secteurs économiques les moins valorisés, vulnérables aux chocs, sans protection sociale et peu ou pas de possibilité de croissance.

Le pays est construit sur la base d'une inégalité qui augmente d'année en année. 40 % des plus pauvres ont accès à seulement 5,9 % du revenu total du pays, tandis que 20 % des plus riches en reçoivent 68 %. Par comparaison, les femmes sont beaucoup moins présentes dans les secteurs les plus prometteurs de l'économie et l'incidence de la pauvreté extrême dans les ménages ayant une femme comme principal apporteur (58 %) est sensiblement plus élevée que dans ceux ayant un homme (53 %). L'analyse de la situation par rapport aux principaux facteurs : travail, éducation, capital, infrastructures socio-économiques (électricité, voies de communication, eau courante) confirme l'idée que les causes de la pauvreté et des inégalités résident principalement dans le manque de disponibilité ou dans l'inégale distribution des actifs et les contraintes à leur mise en valeur<sup>5</sup>.

La population vivant le long de la frontière, et impliquée dans les processus de production et transactions commerciales au niveau de ces marchés binationaux, n'échappe pas à cette situation de fait qui est au contraire aggravée par les inégalités d'échange économique et de discrimination entre les deux peuples. Malgré les revenus générés et le volume des importations/exportations, la majorité des vendeurs informels et des petits producteurs auto employés n'arrivent pas ni à améliorer leurs conditions de vie, en raison des conditions physiques et humaines précaires des marchés et des difficultés d'accès aux services sociaux et financiers, ni à améliorer leurs compétences et leur productivité.

La production nationale est en net recul, laissant la place à des produits importés qui s'échangent avec une très faible marge bénéficiaire et une dérégulation telle que le peu qui est produit n'arrive pas à rentrer sur le marché dominicain.

Entre 2010 et 2018, la communauté internationale a fourni plus de 7,5 milliards de dollars d'aide à Haïti. L'aide étrangère a considérablement diminué au fil des ans depuis son sommet en 2010, passant de 2 milliards de dollars à environ 400 millions de dollars par an. Le plan d'intervention humanitaire de 2019 n'a reçu que 11 % des 126,2 millions d'euros nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires des plus vulnérables.

<sup>2</sup> <http://hdr.undp.org/en/countries/profile>

<sup>3</sup> Profil de la pauvreté en Haïti, Etude réalisée par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe à partir des données l'ECVH de l'Institut Haïtien des Statistiques et d'Informatique.

<sup>4</sup> Opportunités nutritionnelles des filières agricoles dans le nord et le nord-est haïtien ; FAO, Janvier 2014.

<sup>5</sup> Commission de préparation du document de stratégie nationale pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté- Secrétariat technique de la commission de préparation du DSNCRP - Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)- Haïti.



En 2018, le Plan d'intervention humanitaire d'Haïti était le moins financé au monde, ne recevant que 13 % de ce qui était nécessaire. Les envois de fonds de la diaspora haïtienne aux familles constituent une ressource financière précieuse pour le pays. Ils sont passés de 810 millions de dollars en 2001 à 2,4 milliards de dollars en 2017, soit 29 % du produit intérieur brut du pays et plus de 25 % du budget de l'État. Selon un récent rapport du FMI, la situation dans le pays est "sans précédent" : la crise déclenchée par les manifestations de 2018 et 2019 a entraîné une perte d'environ 1,2 % du PIB et, à la fin du mois de septembre, l'inflation avait dépassé 20 %.

## 3.2 OXFAM EN HAÏTI

Oxfam est présente en Haïti depuis 1978. Après les interventions humanitaires au lendemain du séisme dévastateur de 2010, nous avons recentré nos programmes sur la reconstruction et le développement à long terme dans les zones urbaines, suburbaines et rurales.

Tous les programmes humanitaires et de développement d'Oxfam intègrent des stratégies de réduction des risques liés aux catastrophes et de lutte contre le changement climatique. Nous cherchons à influencer les acteurs internationaux, nationaux et locaux, nous soutenons les mécanismes de coordination inter-organisations et nous contribuons à la mise en œuvre des politiques et pratiques nationales de réduction des risques et d'adaptation au changement climatique.

Oxfam s'attache à construire une société plus égalitaire et inclusive dans le pays : une société sans violence, dans laquelle les jeunes et les femmes comme les hommes peuvent pleinement bénéficier des perspectives économiques et dont la population est protégée des aléas sociaux, économiques et environnementaux.

La stratégie de pays d'Oxfam 2019-2020 est basée sur deux grands axes :

### **1) Résilience et gestion des risques et catastrophes, articulés autour des objectifs suivants**

- Accompagner les femmes, les hommes et les jeunes dans les secteurs économiques à haut risque pour qu'ils/elles puissent saisir les opportunités de création de richesse durable, contrôler les leviers de croissance et mieux protéger leurs moyens de subsistance tout en influençant un environnement économique plus inclusif, plus équitable et plus sécuritaire ;
- Contribuer au respect, à la protection et à la satisfaction du droit à l'alimentation adéquate, à la sécurité alimentaire, à l'accès aux services durables pour les communautés exposées aux aléas naturels et aux effets du changement climatique ;

### **2) Droits des femmes et justice de genre, avec ces objectifs**

- Renforcer les mécanismes (innovants) de formation, d'information et de sensibilisation des jeunes promouvant des normes sociales qui contribuent à prévenir la violence faite aux femmes et filles et à garantir l'exercice de leur citoyenneté ;
- Faire avancer la voix et l'influence du mouvement des femmes en Haïti pour une participation concertée et influente dans les processus de révision de la constitution et le suivi du Plan National de lutte contre la violence faite aux femmes, incluant les mesures de protection des femmes en situation d'urgence et dans la frontière avec la République dominicaine ;
- Renforcer la justice de genre dans les secteurs économiques à haut risque pour qu'ils/elles puissent saisir les opportunités de création de richesse durable, contrôler les

leviers de croissance et mieux protéger leurs moyens de subsistance tout en influençant un environnement économique plus inclusif, plus équitable et plus sécuritaire.

### 3.3 STRATÉGIE ET RÉSUMÉ D'ACTION

Le projet *“Inclusion économique et sociale des personnes marginalisées, vulnérables et dépendant de l'économie informelle en particulier les femmes des zones d'échanges transfrontalières en Haïti”*, renommé et connu en Haïti comme *“Fwontyè San Fòs Kote”*, expression créole qui signifie *“Frontière sans exclusion”*<sup>6</sup>, a été un projet d'une durée globale de cinquante-trois mois mis en place dans la zone frontalière haïtienne-dominicaine. L'objectif global de l'action était celui de renforcer les groupes et les individus qui ouvrent des marchés frontaliers dans le secteur informel au niveau de la zone frontalière, avec une attention particulière pour les femmes, les migrants, les jeunes et les commerçants, à travers des actions visant à améliorer leur inclusion économique, financière et sociale. Pour réaliser cet objectif, FSFK a travaillé sur quatre axes principaux : 1) l'inclusion socio-économique ; 2) la citoyenneté active ; 3) l'équité de genre et 4) la gouvernance binationale et locale.

Bien que la situation dans le pays et en particulier dans la zone frontalière ait été difficile, le projet a donné des formations à 6.145 personnes dont 3.691 femmes (60 %), avec 4.010 personnes différentes (dont 2.426 femmes, 60,5 %) qui ont participé au moins à une formation proposée par le projet. Il faut ajouter aussi 1.009 personnes, dont 416 femmes et 593 hommes, parmi lesquelles 92 élus locaux (en particulier des membres ASEC et CASEC) qui ont pris part aux travaux de consultation pour la rédaction de 21 cahiers de revendications dans les 3 zones d'intervention du projet. Elles ont représenté 169 Organisations Communautaires de Base (OCB). Au-delà des participants aux formations, il faut souligner que la totalité de habitants des communes ciblées par le projet a pu bénéficier de l'action grâce à des actions comme la mise en place d'espaces de dialogue, la création des cahiers de revendications communales, la réalisation de microprojets communautaires et du Centre pour l'Emploi de Belladère (CEPI) et les activités de sensibilisation à travers la radio et le théâtre.

Le travail à réaliser pour améliorer **l'inclusion socio-économique** de cette population cible se composait de quatre étapes :

- 1) La mise en œuvre d'une série de **formations de base** en éducation financière et entrepreneuriat pour le montage de mini plans d'affaires au profit des membres des organisations qui ont été ciblés au début du projet ;
- 2) Le support au **renforcement organisationnel** des groupes ciblés ;
- 3) Des **formations techniques** ad hoc pour les groupes qui travaillent dans les filières porteuses ciblées au moment du diagnostic socio-économique initial. Un Centre pour l'Emploi Polyvalent (CEPI) pilote a été créé à Belladère pour permettre de pérenniser les activités d'inclusion économique réalisées ;
- 4) Pour améliorer **l'inclusion et la protection sociale** des travailleurs du secteur informel et des groupes cibles et pour faire face aux écarts au niveau étatique par rapport à la protection et à la promotion sociale, des organisations solidaires de base appelées "Mutuelles de solidarité" ont été créées au sein de chaque groupe afin d'avoir un système de base de crédit interne et de gestion des risques basé sur la cotisation des différents membres du groupe solidaire.

Pour faire face au problème de l'informalité de façon plus complète et holistique, le renforcement socio-économique et organisationnel doit être accompagné d'une approche

<sup>6</sup> *San fos kote* est une expression typique créole qui signifie littéralement « sans force d'une côté » que nous avons traduit, aussi dans la version en espagnole du brand, en « sans exclusion/sin exclusion », pour mieux faire comprendre le sens.



basée sur la citoyenneté active et sur la promotion des droits sociaux et civils des travailleurs et des habitants frontaliers. Pour renforcer la capacité de se faire écouter dans l'espace public, une série d'activités a été réalisée :

- 1) La **création d'outils de dialogue** et de revendication avec les autorités locales ;
- 2) Le **renforcement de la connaissance des droits**, avec un focus particulier sur les **droits des femmes** ;
- 3) Le **renforcement des mécanismes de référencement et de plaidoyer** si des membres des groupes sont victimes d'abus.

Tous ces aspects ont été liés à des activités de promotion de la citoyenneté active au sein de la communauté et de la bonne gouvernance, à travers la création d'espaces de concertation et dialogue, soit locaux soit binationaux, pour traiter plus précisément les problèmes relatifs aux travailleurs informels, frontaliers et migrants.

Les effets souhaités des actions effectuées sont plusieurs : renforcer les capacités organisationnelles des groupes, des "Organisations Communautaires de Base", des coopératives et des associations ; améliorer la gestion et l'accès aux ressources économiques et financières familiales ; soutenir les réalités productives et de services pour soutenir l'emploi décent ; améliorer l'accès et la connaissance du système de protection sociale formelle et informelle pour la gestion des risques ; améliorer l'égalité de genre et la connaissance des droits humains ; soutenir la gouvernance locale, la citoyenneté active et la création d'espaces de dialogue permanent sur les nécessités des travailleurs frontaliers ; améliorer le dialogue binational local basé sur la recherche de solutions conjointes pour répondre aux besoins des travailleurs dans les zones d'échange frontalières.

## 4 RÉSULTATS DU FSFK

Une frontière n'est pas simplement une ligne imaginaire qui divise deux mondes, deux peuples et deux cultures. Une frontière est avant tout une charnière que les deux peuples maintiennent ensemble en mélangeant leurs origines et en rendant leurs besoins réciproques, et qui, comme un long point de suture, relie les bords d'une plaie qui ne veut pas guérir. C'est l'idée et la vision de base qui ont caractérisé et guidé la mise en œuvre du projet Fwontyè San Fòs Kote de mars 2015 à juillet 2019.

Chaque jour, pendant plus de quatre ans, Oxfam et ses partenaires s'emploient à faire en sorte que les femmes et les hommes de Belladère, Malpasse et Ouanaminthe, qui vivent en marge de la frontière entre la République dominicaine et Haïti, ne soient pas exclus et puissent être reconnus titulaires des droits fondamentaux. La justice sociale et économique, la justice de genre, le droit de se faire entendre et de pouvoir exprimer leurs opinions sont les objectifs du changement auxquels FSFK a contribué.

En regardant les résultats les plus marquants ressortant de l'évaluation finale, nous remarquons qu'il y a eu une augmentation de 20 % de l'épargne et des revenus de la moyenne de nos bénéficiaires par rapport à la situation générale du début du projet et qu'il y a eu aussi une augmentation de la diversification des moyens de subsistance. Nous avons pu constater que les mutuelles de solidarité ont été un outil très pertinent qui a permis d'octroyer plus de 1.000 crédits pour un montant qui dépasse les 84.000 \$. Au niveau communautaire, trois espaces de concertation sont opérationnels et 21 cahiers de revendications communautaires

ont été rédigés et validés par les communautés. Dans la province du Nord-Est le projet a soutenu la création de la Plateforme de Genre du Nord-Est, un réseau de 49 groupes d'organisations qui se battent pour l'égalité de genre dans la région.

Un nouveau centre pour l'emploi a été ouvert à Belladère ainsi qu'un atelier de couture à Ganthier. Suite aux priorités identifiées au cours des tables de concertation communautaires, le projet a financé 8 microprojets communautaires choisis par les communautés pour améliorer l'accès aux services sociaux de base : la construction de trois blocs sanitaires dans trois écoles du Nord Est (Acul de Pins, Savanne Longue, Gens de Nantes) ; la restauration et l'équipement de la bibliothèque communale, la construction d'une citerne et la réparation d'un système d'adduction d'eau dans la commune de Ganthier ; la construction d'une place publique et la clôture d'un cimetière dans la commune de Belladère.

Il faut souligner qu'au cours de l'action, plusieurs études et produits ont été rédigés et réalisés pour mieux comprendre les enjeux socio-économiques frontaliers, mais aussi pour offrir des espaces de visibilité aux travailleurs et proposer des instruments pratiques pour aider les travailleurs du secteur informel dans leurs activités. Parmi ces produits : la cartographie des services sociaux de la zone frontalière ; l'analyse des pouvoirs des marchés frontaliers ; le diagnostic socio-économique de la zone frontalière ; l'annuaire des métiers et de l'artisanat de la zone frontalière ; le diagnostic des apiculteurs du Nord-Est ; le plan stratégique pour la Plateforme de Genre du Nord-Est ; les guides pour la création des Mutuelles de Solidarité (MUSO) ; éducation financière et à l'entrepreneuriat.

Pour permettre que les produits et les outils conçus dans le cadre de ce projet puissent être diffusés et puissent arriver à toucher le plus grand nombre de personnes possible, des plateformes en ligne ([www.fsfk.org](http://www.fsfk.org)) ont été créées pour mettre à disposition une boîte à outils pour la formalisation et la création d'entreprises et d'organisations communautaires de base et pour le renforcement organisationnel ; pour répertorier les artisans et les travailleurs des différents corps des métiers de la zone frontalière sous le format d'annuaire ; pour diffuser les études réalisées, les manuels de formation en langue créole et les vidéos produits.

Les nombreux partenaires impliqués ont joué un rôle central dans la phase de conception et de mise en œuvre de la stratégie d'intervention. Microfinanza srl, ANACAPH, KNFP, CMAH, RCL, GARR, AZUEI, PGNE, FEDOMU ont joué un rôle fondamental non seulement pour leur contribution technique, mais également pour la responsabilité de l'initiative vis-à-vis des différents acteurs locaux et des personnes avec lesquelles FSFK a travaillé.

Dans les pages suivantes, nous décrivons brièvement ce que Fwontyè San Fòs Kote a réalisé entre mars 2015 et juillet 2019 sur quatre thèmes centraux du projet : 1) l'inclusion socio-économique, 2) l'égalité des sexes, 3) la citoyenneté active, 4) le gouvernement binational.

On fait explicitement référence aux pages Web et aux archives en ligne du projet pour permettre un accès libre et gratuit aux outils, méthodologies, documents de travail quotidiens, photographies, vidéos, etc. préparés par FSFK. Ainsi, tous ceux qui s'intéressent à l'économie informelle à la frontière haïtienne disposeront des nombreux produits développés par l'équipe d'initiative et ses partenaires pour une consultation complète et approfondie.

## 4.1 INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le principal résultat obtenu par FSFK du point de vue de l'inclusion socio-économique a été le support à la création et à l'organisation des travailleurs informels à travers l'autonomisation économique et la promotion des groupements solidaires et d'entraide.

En particulier, dans le contexte de l'inclusion socio-économique, le projet a réalisé : 1) des centres polyvalents incubateurs (CEPI), 2) éducation financière et à l'entrepreneuriat, 3) des filières inclusive, 4) des mutuelle de solidarité (MUSO).

À la base des activités mises en place par FSFK, le projet a effectué plusieurs études sectorielles au cours des premiers mois. Le tableau ci-dessous présente les principales analyses effectuées et les liens à partir desquels il est possible de les consulter.

Titre	Liens
<i>Rapport sur la ligne de base du projet</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/1wvxmm638mwsvxtmuu8n3zcv8exftctx">https://oxfam.box.com/s/1wvxmm638mwsvxtmuu8n3zcv8exftctx</a>
<i>Diagnostic socio-économique de Ouanaminthe, Belladère, et Ganthier (Malpasse) et résumé exécutif</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/szaqio8y8uerdxzravsc2f67v7mfz1b6">https://oxfam.box.com/s/szaqio8y8uerdxzravsc2f67v7mfz1b6</a> <a href="https://oxfam.box.com/s/iwwewfuij320pp50d5kg1ph0dfggak82">https://oxfam.box.com/s/iwwewfuij320pp50d5kg1ph0dfggak82</a>
<i>Diagnostic de la filière apicole dans de département du Nord-Est d'Haïti</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/98cqqk6y21us71gcsr4gaww9nqlnqm97">https://oxfam.box.com/s/98cqqk6y21us71gcsr4gaww9nqlnqm97</a>
<i>Cartographie des prestations et services Ouanaminthe, Belladère, Ganthier</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/cll7sxx5guyclckzb51phwf1yp6n3a61">https://oxfam.box.com/s/cll7sxx5guyclckzb51phwf1yp6n3a61</a>

Table 1 – Études produites par FSFK sur l'inclusion socio-économique. Source : traitement de l'auteur.

Fwontyè San Fòs Kote a dressé une cartographie des prestations et services Ouanaminthe, Belladère, Ganthier disponible au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/hi8tf34fajkfaci5q21nm1r63vr1vqlf>

Nous avons également produit et mis à la disposition des autorités locales des cartes des services sociaux pour chaque domaine d'intervention. Ces cartes peuvent être téléchargées à partir de ce lien :

- <https://oxfam.app.box.com/s/1f0hdp1huouuivs6mycohsznn3s35ry9/folder/83295844142>

Afin de fournir un service de promotion territoriale et donner un espace de visibilité aux artisans, petits entrepreneurs et travailleurs de la zone, FSFK a élaboré en collaboration avec le CHAM l'annuaire des métiers & de l'artisanat à Belladère, Ouanaminthe et Ganthier disponible sur aux liens suivants :

- <https://oxfam.box.com/s/qqz8jramh8664qnoobf86ejecp0duj1q>

L'annuaire est également disponible sur le site de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat d'Haïti ([www.chambresdesmetiershaiti.org](http://www.chambresdesmetiershaiti.org)).

L'édition Belladère de l'annuaire des métiers et de l'artisanat est disponible au lien suivant :

- <http://www.fsfk.org/assets/annuaire-belladere.pdf>

#### 4.1.1 CEPI

Un Centre Polyvalent pour l'Emploi (CEPI) a été construit dans la région de Belladère, et deux ateliers de couture ont été équipés à Belladère (logé dans le CEPI) et à Ganthier. A Belladère, l'édifice a été complètement restauré par Fwontyè San Fòs Kote (FSFK) qui a également fourni l'équipement des espaces pour créer des séminaires et des espaces dans lesquels il est possible de mener des activités génératrices de revenus, surtout pour les femmes et les jeunes.

Le premier étage du CEPI de Belladère comprend un centre multiservice d'éducation à l'entrepreneuriat comprenant une bibliothèque, un mini-centre cyber payant avec huit ordinateurs, un bureau vide à mettre en location, une salle de sérigraphie, un restaurant comprenant une terrasse, un espace-bureau pour des services-conseils spécifiques tels que le montage de projet, de plan d'affaires, des conseils en renforcement organisationnel, en comptabilité de gestion, en finance familiale, commerciale ou organisationnelle. Le deuxième étage est utilisé comme atelier de couture avec bureau.

Un rapport d'évaluation sur la faisabilité de l'installation du Centre polyvalent pour l'emploi Incubateur d'Entreprises dans les zones frontalières a été développé par le projet en octobre 2017 et peut être consulté au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/xaunxiw55b2tsrpg92y4g33p5s8dt9x>

FSFK a ensuite élaboré une étude de faisabilité du CEPI Belladère disponible sur le lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/a4u7xuljo0anbbxnrxz8jsv2eodi68l5>

#### 4.1.2 ÉDUCATION FINANCIERE ET A L'ENTREPRENEURIAT

1.476 personnes, dont 921 femmes (62 %), ont participé à une formation en éducation financière. 65 % des bénéficiaires de cette formation ont obtenu une note supérieure à 70 points lors des évaluations post formation. La formation a donné de très bons résultats, surtout du point de vue du changement d'aptitudes et des comportements, qui ont déterminé une réduction du gaspillage des revenus avec une conséquente augmentation de l'épargne. En ce qui concerne le nombre de participants aux formations en éducation financière et à l'entrepreneuriat nous avons une cible de 3.000 personnes, chiffre qui a été atteint et est même arrivé à un total de 3.023 personnes formées, dont 1.862 femmes (62 %).

Les principaux outils de travail et documents produits par FSFK sur l'éducation financière et à l'entrepreneuriat sont disponibles au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/1f0hdp1huouuivs6mycohsznn3s35ry9>

Le tableau ci-dessous présente les principaux documents développés par FSFK sur l'éducation financière et à l'entrepreneuriat.

Titre	Liens
<i>Manuel de formation pour le renforcement des compétences entrepreneuriales (en haïtien)</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/cws481w8fg6inn6egy4wqoobj2v8a3kt">https://oxfam.box.com/s/cws481w8fg6inn6egy4wqoobj2v8a3kt</a>
<i>Diagnostic des besoins d'offre et de demande de services financiers dans les zones transfrontalières en Haïti</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/wrodgwp1pkrijxzayqcq96my8vfbue0z">https://oxfam.box.com/s/wrodgwp1pkrijxzayqcq96my8vfbue0z</a>
<i>Liste des principaux produits financiers disponibles en Haïti</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/7rt54j5wce7wcc018echvcq0xmp5pid6">https://oxfam.box.com/s/7rt54j5wce7wcc018echvcq0xmp5pid6</a>
<i>Rapport d'évaluation de formation en entrepreneuriat</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/5chdsp65o9lq3eb4otl86ms8p6zi5imw">https://oxfam.box.com/s/5chdsp65o9lq3eb4otl86ms8p6zi5imw</a>
<i>Demande d'enregistrement et d'autorisation de fonctionnement d'une entreprise coopérative (financière et non financière)</i>	<a href="http://www.fsfk.org/assets/enregistrer-une-coop%c3%a9rative-merged.pdf">http://www.fsfk.org/assets/enregistrer-une-coop%c3%a9rative-merged.pdf</a>

Titre	Liens
<i>Rapport d'évaluation de formation en éducation financière</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/ho6o0kg91qq102a2s4t06h64iyzrgwsd">https://oxfam.box.com/s/ho6o0kg91qq102a2s4t06h64iyzrgwsd</a> <a href="https://oxfam.box.com/s/n28r529l992cff4alm1qi9rorgkmrc02">https://oxfam.box.com/s/n28r529l992cff4alm1qi9rorgkmrc02</a>

Table 2 – Documents produits en matière d'éducation financière et à l'entrepreneuriat. Source: traitement de l'auteur.

### 4.1.3 FILIÈRES

Les secteurs des filières considérés par région étaient les suivants :

- Dans la région de Ganthier : aquaculture, textile et artisanat.
- Dans la région de Belladère : café, agriculture, textile, sérigraphie.
- Dans la région de Ouanaminthe : miel, cacao, textile et audiovisuel.

Les différentes filières ont bénéficié d'activités de formation et d'assistance technique spécifiques développées sur les besoins identifiés lors de la phase de diagnostic. Le tableau ci-dessous indique les principaux documents sur les chaînes d'approvisionnement soutenues par le projet FSFK.

Titre	Liens
<i>Méthodologie Plan de Ferme pour la planification participative de l'activité agricole familiale</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/ntbd2lncjeo1lksqnc1agft6aknt3fdo">https://oxfam.box.com/s/ntbd2lncjeo1lksqnc1agft6aknt3fdo</a>
<i>Principales étapes pour traiter le Plan de Ferme</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/09litmtcjgtxpc6k37e3nnnw6uq1bbqe">https://oxfam.box.com/s/09litmtcjgtxpc6k37e3nnnw6uq1bbqe</a>
<i>Plan stratégique de AJDL (Akyson Jèn pour Developman Lokal)</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/dz20rtal2xwc9wu8z2hub6omamdbm99z">https://oxfam.box.com/s/dz20rtal2xwc9wu8z2hub6omamdbm99z</a>
<i>Bilan général des activités du plan de ferme</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/ol3y9f0sk0kr9obr2rneqilk2nw4tos8">https://oxfam.box.com/s/ol3y9f0sk0kr9obr2rneqilk2nw4tos8</a>
<i>Proposition de plan stratégique de développement de l'OVACOB &amp; gestion de l'atelier central</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/emn888kr43vgyuo1qote48lj8c4rew3j">https://oxfam.box.com/s/emn888kr43vgyuo1qote48lj8c4rew3j</a>
<i>Plan d'affaire de CAO, AMUBEL, APMPL, ACCCG, El Artisto</i>	<a href="https://oxfam.box.com/s/59ojr9ehm4kggm5nz9am0ck7tf2tycte">https://oxfam.box.com/s/59ojr9ehm4kggm5nz9am0ck7tf2tycte</a>

Table 3 – Documents produits sur les filières. Source : traitement de l'auteur.

Au sujet des filières, le projet a produit les vidéos suivantes :

- Les pêcheurs de Lilet, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/324208270>
- Geffraus Guitars, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/316910542>
- Mme Sansoit et les plants de café, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/324208255>
- M. Casseus et le Plan de Ferme, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/324208288>

#### 4.1.4 MUSO

Le projet a créé 32 MUSO entre septembre 2016 et début 2017 avec la participation initiale de 811 membres, dont 604 femmes (74,47 %). Actuellement, 26 MUSO sont opérationnelles. À la fin du projet, 717 membres participaient encore aux MUSO sur les 811 initiaux (88,4 %). De plus, le projet a préparé un guide pour la création et la gestion de MUSO en langue créole, disponible au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/chsfo43dkiaaxm7tsbtzcqh9sezne7yo>

Au sujet de la MUSO, le projet a produit les vidéos suivantes :

- Mutuelle de solidarité, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/320753727>
- Femmes de Belladère, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/344091317>

## 4.2 ÉQUITÉ DE GENRE

Le principal résultat obtenu par FSKS dans l'équité de genre a été le renforcement du pouvoir d'action des femmes afin que leurs voix et leurs propositions soient construites, organisées, ancrées dans les réalités locales.

En particulier, dans le contexte de l'équité de genre, le projet a réalisé : 1) Plateforme de Genre du Nord-Est, 2) formation en équité de genre et droits humains, 3) cahiers de revendications des femmes.

Au sujet de l'unité de genre, le projet a produit les vidéos suivantes :

- Femmes de Belladère: Mariolene Vertus, activiste des droits humains, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/344091271>
- Fanmakgasonegal ego - Les Femmes et les hommes sont égaux, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/325676571>
- Femmes de Belladère: Sonia Themony, Mairesse Adjointe, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/344091294>
- Femmes de Belladère: Rose-Marie Chachoute, Réseau de Femmes Frontalières, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/344091317>

### 4.2.1 PLATEFORME DE GENRE DU NORD-EST

Pour renforcer les organisations de femmes et la lutte des femmes, le projet a facilité et accompagné un processus endogène pour la mise en place d'une plateforme d'organisation de femmes dans le Nord-Est. Le projet a accompagné la Plateforme Genre du Nord-Est (PGNE) dans tout le processus de sa création. Les membres de cette structure sont formés sur les droits humains et l'équité de genre, le leadership féminin, la mutuelle de solidarité, la coupe et couture, la sérigraphie, l'animation de groupe, la gestion et résolution des conflits, la réalisation de vidéos.

L'objectif général de la Plateforme est de lutter de façon solidaire pour le respect des droits de la personne en favorisant l'intégration et la réduction de l'inégalité sociale et de l'inégalité entre les deux sexes. La Plateforme Genre du Nord-Est regroupe maintenant 6 réseaux, 2 fédérations et 49 Organisations Communautaires de Base. De jour en jour, il y a des membres OCB qui veulent adhérer à cette Plateforme grâce à sa structuration et son dynamisme. Au total 290 membres, dont 240 femmes et 50 hommes, font partie des réseaux membres. La plateforme continue à réaliser des activités commémoratives et d'autres actions de plaidoyer pour lutter pour le respect des droits des femmes au niveau du département du Nord-Est.



Le projet FSFK a contribué à la rédaction du Plan Stratégique Plateforme Genre du Nord 'Est de la République d'Haïti impliquant les différents acteurs locaux. Le plan est disponible au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/vac1jzw8vejff3czh989xvmsi10gwrrp>

#### 4.2.2 FORMATION EN ÉQUITÉ DE GENRE ET DROITS HUMAINS

À travers le GARR et Oxfam, le projet FSFK a mis en place un ensemble d'activités cohérentes qui se base sur le respect des droits humains et la participation active des populations cibles du projet. Ces activités étaient entre autres le renforcement des acteurs de plaidoyer et notamment les travailleurs du secteur informel à travers des formations sur les droits humains, l'équité de genre, la méthode participative et la citoyenneté engagée. Un espace de dialogue a été mis en place entre les acteurs de la communauté des trois zones d'intervention du projet (Ouanaminthe, Belladère et Ganthier).

La formation sur les droits humains, l'équité de genre et la citoyenneté active visait à renforcer les connaissances des Travailleurs du Secteur Informel (TSI), particulièrement ceux des zones transfrontalières, en vue de leur permettre de défendre leurs droits. Mille cent (1.100) personnes, particulièrement les commerçants des marchés frontaliers, ont été formées sur les droits humains et sur l'équité de genre, et cent quatre-vingt (180) sur la méthode participative et la citoyenneté active.

Les principaux documents et supports de formation sont disponibles au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/qzdoxdvw7ekkuqhbzobu6g85aqy2uyrs>

#### 4.2.3 CAHIER DE REVENDICATIONS DES FEMMES

Les thèmes des droits de genre et de la violence sur les femmes et les fillettes au niveau de la zone frontalière étaient au centre des brochures de réclamations élaborées par le projet FSFK dans les trois domaines d'intervention.

Un cahier sur le genre et sur les droits humains a été élaboré aussi dans la zone de Ouanaminthe, tout en notant que le sujet du genre et des droits humains a été abordé dans tous les cahiers de revendications y compris ceux de Belladère et de Ganthier.

Une forte synergie des travaux sur les cahiers sur le genre a été développée avec la Plateforme de Genre du Nord-Est (PGNE). Le cahier de revendication des femmes est publié au lien suivant :

- <http://www.fsfk.org/assets/kaye-revandikasyon-belladere.pdf>

### 4.3 GOUVERNANCE BINATIONALE

Le principal résultat obtenu par le projet FSFS dans la gouvernance binationale a été la promotion d'un dialogue binational local basé sur la recherche de solutions conjointes pour répondre aux besoins des travailleurs dans les zones d'échange frontalier et la promotion d'une culture de respect mutuel entre les habitants d'Haïti et de la République dominicaine.

En particulier, dans le contexte de la gouvernance binationale, le projet a soutenu : 1) le mouvement AZUEI, 2) les tables de concertation binationale, 3) les règlements du marché.

### 4.3.1 MOUVEMENT AZUEI

Le projet a supporté la participation du Mouvement AZUEI aux célébrations du 80ème anniversaire de la commémoration du "Massacre du Perejil", au Festi Graffiti qui a eu lieu à Port-au-Prince au mois de septembre 2018. FSFK a contribué aussi à la production du premier album haïtien-dominicain d'AZUEI Mizik, afin de toucher un public le plus vaste possible à travers la diffusion de messages de paix et de respect entre les deux populations de l'île de "Quisqueya".

Une vidéo sur les artistes du mouvement binational AZUEI est disponible au lien suivant :

- <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/296409154>

### 4.3.2 TABLES DE CONCERTATION BINATIONALE

Le projet a créé des espaces de concertation binationale pour proposer des solutions pour améliorer la gestion et l'utilisation des marchés frontaliers. Plus de 10 rencontres ont abouti à un travail de révision des règlements des marchés frontaliers suite aux propositions des acteurs haïtiens et dominicains, notamment les commerçants, les transporteurs et les forces de sécurité et douanières.

Ces débats ont permis de renforcer les espaces de dialogue binational à Ouanaminthe/Dajabon, en encourageant la participation de nouveaux acteurs/nouvelles actrices aux débats. En ce qui concerne les deux autres zones d'intervention, les débats ont représenté le premier pas d'un dialogue binational multi-acteurs/actrices, incluant les travailleurs et travailleuses du secteur informel intervenant sur les marchés frontaliers. Ces dialogues ont permis aussi, dans un premier temps, de définir une série de recommandations pour améliorer la gestion des marchés frontaliers. Celles-ci, élaborées séparément à Ouanaminthe, Belladère, Malpasse/Ganthier, Comendador et Jimani, ont été ensuite partagées au cours de trois rencontres binationales. Ces échanges, modérés par Oxfam et ASOMURE, ont permis d'aboutir à une révision participative des règlements des marchés.

Toutes ces activités ont vu la participation des autorités locales (représentants des municipalités, délégués adjoints) et des acteurs publics (forces de sécurité, douanes, migration) des deux côtés de la frontière. Les autorités nationales ont également participé aux discussions en planifiant le plan de développement des capacités, qui sont disponibles au lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/k7anubapmhjrc6nrhdbdltx6m9sqqum>

### 4.3.3 RÈGLEMENTS DU MARCHÉ

Les séminaires et rencontres ont été organisés tout au long de la frontière pour discuter sur la gestion participative des marchés frontaliers. Alors que dans la zone de Ouanaminthe et Dajabon le dialogue entre les communautés frontalières était établi depuis longtemps, dans les autres zones d'intervention les activités du projet ont eu comme résultat de fortifier (dans le cas de Belladère/Comendador) et de jeter les jalons (dans le cas de Malpasse/Jimani) d'un dialogue transfrontalier entre autorités locales et la société civile haïtienne et dominicaine.

Des espaces de concertation ayant pour mission de réfléchir sur la gestion des marchés frontaliers ont été mis en place dans les trois zones d'intervention. Les travaux au sein de ces espaces ont permis d'aboutir à une série de recommandations, formulées d'une façon participative, pour améliorer la gestion des marchés frontaliers. Ces recommandations ont permis de réviser les règlements de gestion des marchés frontaliers de Dajabon, Comendador et Jimani.

Ce travail sera capitalisé au cours des trois prochaines années dans le cadre du "Programme Binational 2" de l'Union Européenne. Le programme verra la participation d'Oxfam en tant qu'acteur frontalier.

Trois (3) documents stratégiques de révision et/ou proposition des règlements frontaliers ont été rédigés par les commissions et peuvent être consultés aux liens suivants :

- <https://oxfam.box.com/s/izg4fk9mqn4kydi7e7n67nqba7azjqf6>

L'analyse approfondie des pouvoirs sur les marchés frontaliers a été développée et peut être consultée aux liens suivants :

- Version française, <https://oxfam.box.com/s/dunbcnl9qi03x0cmyuwnklghilf1sjpe>
- Version espagnole, <https://oxfam.box.com/s/hepudu2kfh7dw32un47ph8oztpw98auy>

Une vidéo d'une journée de marché typique d'un commerçant haïtien a été préparée pour visualiser les résultats de l'enquête réalisée dans le cadre du projet "Fwontyè San Fòs Kote" sur la perception de l'insécurité par les commerçants des marchés frontaliers entre la République dominicaine et Haïti. La vidéo est disponible au lien suivant :

- Un jour de marché, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/316901511>

## 4.4 CITOYENNETÉ ACTIVE

Le principal résultat obtenu par le projet FSKS dans le domaine de la citoyenneté active était la promotion d'espaces de démocratie directe, inclusive et participative et le soutien aux actions de revendication communautaires.

En particulier, dans le contexte de la citoyenneté active, le projet a soutenu : 1) les cahiers des revendications communautaires, 2) les tables de concertation locales, 3) les microprojets communautaires, 4) le théâtre communautaire.

### 4.4.1 CAHIERS DE REVENDICATIONS COMMUNAUTAIRES

21 cahiers de revendications communautaires ont été rédigés et validés par les communautés dans les 3 zones d'intervention du projet FSFK. 184 membres de groupements différents ont participé aux ateliers pour la rédaction des cahiers de revendications communautaires.

Les cahiers de revendications ont été élaborés par les différentes sections communales des zones de travail du projet, à savoir : Renthe-Mathe (quartier Baptiste), Roye-Sec, Riaribes et Docajou pour la commune de Belladère ; Galette Chambon, Balan, Thoman (un quartier du Fond Parisien), Mare-Roseau et Pays-Pourri pour la commune de Ganthier ; Haut-Maribaroux, Acul des Pins, Savane Longue, Savane au Lait et Gens de Nantes pour la commune de Ouanaminthe ; Capotille et Lamine pour la commune de Mont-Organisé. Les objets de discussion étaient les suivants : politique, sécurité, économie, éducation, santé, migration, état civil, environnement, violations des droits humains et de genre, violences sur les femmes et les fillettes dans la zone frontalière, agriculture et infrastructure.

1.009 personnes dont 416 femmes et 593 hommes, parmi lesquelles 92 élus locaux (en particulier des membres ASEC et CASEC) ont pris part aux discussions dans les 3 zones d'intervention du projet. Elles ont représenté 169 Organisations Communautaires de Base.

Les cahiers ont été présentés aux autorités à travers les tables de concertation communale de Ouanaminthe (15 novembre 2018), Belladère (15 mai 2018) et Ganthier (23 août 2018).

Les cahiers communautaires ont été présentés à Port au Prince au cours du séminaire national de clôture du projet (juillet 2019).

Trois vidéos qui résument les revendications communautaires ont été réalisées pour en faciliter la diffusion, en particulier :

- À Belladère :

Cahier	Vidéo
<a href="https://oxfam.box.com/s/aqxst6fp2d9hcinslthw947932m5ov14">https://oxfam.box.com/s/aqxst6fp2d9hcinslthw947932m5ov14</a>	<a href="https://oxfam.box.com/s/78sis2xohf2uyjvpy36psipli8c4rh1h">https://oxfam.box.com/s/78sis2xohf2uyjvpy36psipli8c4rh1h</a>

- À Ganhtier :

Cahier	Vidéo
<a href="https://oxfam.box.com/s/4if7fp01vh4uatz7qjpi5vwnyzst2fl6">https://oxfam.box.com/s/4if7fp01vh4uatz7qjpi5vwnyzst2fl6</a>	-

- À Ouanaminthe :

Cahier – version française	Cahier – version créole
<a href="https://oxfam.box.com/s/ho8euxinbfk0q65uzu4wngd6otym6qqa">https://oxfam.box.com/s/ho8euxinbfk0q65uzu4wngd6otym6qqa</a>	<a href="https://oxfam.box.com/s/b5cp6lla790rwc60j7takmkriv4vt26">https://oxfam.box.com/s/b5cp6lla790rwc60j7takmkriv4vt26</a>

#### 4.4.2 TABLES DE CONCERTATION LOCALES

La participation des citoyens et le dialogue communautaire ont été renforcés grâce à la création de tables de concertation municipales dans chaque zone d'intervention. Ces espaces ont été créés sur la base légale d'un décret présidentiel de 2006 instituant les conseils de développement municipaux non actifs dans les communes d'intervention et la création de "cahiers de revendications" rédigés dans chaque section municipale par des comités composés de représentants de base, représentants politiques (CASEC et ASEC) et de la société civile, afin d'identifier les principaux thèmes à débattre et de rechercher des solutions pour les communautés. Les procès-verbaux des réunions des tables de concertation locales sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

- <https://oxfam.box.com/s/0z68dtikvqi00f8itbvozgeek0kobucq>

Au cours de la quatrième année, des actions ont été envisagées pour la création de systèmes de contrôle du respect des droits de l'homme dans les zones frontalières. Ces systèmes devront renforcer les capacités des différents groupes d'organiser des campagnes de plaidoyer pour la protection de leurs droits et pour faire ressortir les revendications des habitants de la zone frontalière.

#### 4.4.3 MICROPROJETS COMMUNAUTAIRES

Afin d'améliorer les services sociaux de base dans les communautés frontalières, le chiffre de 40.000 US\$ a été mis à disposition des tables de concertation pour financer des microprojets communautaires.

FSFK a achevé 8 microprojets concernant trois blocs sanitaires construits dans trois écoles du Nord-Est (Acule de Pins, Savanne Longue et Gens de Nantes) ; la restauration et l'équipement de la bibliothèque communale, la construction d'une citerne et la réparation d'un système d'adduction d'eau dans la commune de Ganhtier ; la construction d'une place publique et la clôture d'un cimetière dans la commune de Belladère. Tous ces projets ont été choisis par les communautés dans le cadre des tables de concertation.

#### 4.4.4 THEATRE COMMUNAUTAIRE

La sensibilisation de la communauté sur des thèmes différents a été garantie par les 3 compagnies de théâtre créées pour mettre en scène les problèmes du projet. Les groupes théâtraux ont présenté leurs pièces aux différents publics dans des activités différentes : la Foire Binationale Ecotouristique (Haïti-St Domingue), des foires nationales, des fêtes champêtres, les journées mondiales des droits de la femme et contre les violences sur les femmes et les filles, universités, écoles etc. En total :

- 28 acteurs ont reçu une formation en théâtre communautaire ;
- 3 troupes théâtrales se sont formées (Enpak-Ouanaminthe, Ecl-Art-Ganthier, Comméragé-Belladère) et sont en voie de légalisation. Les 3 groupes ont 35 jeunes en total, avec 60 % de femmes et 40 % d'hommes ;
- 91 séances théâtrales ont été réalisées dans les zones du projet et avoisinantes (foire binationale, écoles, universités, etc.) pour la sensibilisation d'environ 15.574 personnes (enfants, jeunes et vieux) sur 3 cycles ;
- 9 feuilletons radiophoniques ont été réalisés sur les thèmes du projet.

45 séances théâtrales sur les droits et devoirs des citoyens et les principaux services sociaux de base étaient prévues en total pour les 3 zones du projet. Les équipes de théâtre ont réalisé au total 91 séances théâtrales sur les thèmes prévus et sur d'autres sujets importants comme MUSO, équité de genre, responsabilité partagée entre l'État et les citoyens, changement comportemental face à l'environnement etc. En général, les équipes de théâtre ont été très appréciées par la population et invitées à se produire par des institutions étatiques et par des organisations non gouvernementales. Elles ont bénéficié aussi du support pour se formaliser comme troupes de théâtre indépendantes du projet.

Une vidéo documentaire sur l'équipe Enpak de Ouanaminthe est disponible à ce lien :

- <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/320753716>

#### 4.4.5 RADIO ET JOURNALISTES

Dans le cadre du projet, Oxfam a développé des activités de sensibilisation à travers deux outils : le montage des équipes mobile de théâtre et la collaboration avec les radios communautaires. Ces dernières sont des radios de proximité dont le but est d'atteindre les communautés ciblées.

S'appuyant sur l'influence que les radios sont appelées à exercer dans les communautés, le projet Fwontyè San Fòs Kote a développé une collaboration avec cinq radios dans les zones du projet pour réaliser des émissions de sensibilisations. Celles-ci doivent amener les communautés à une prise de conscience sur certains problèmes en vue d'agir comme de vrais citoyens responsables. Les radios et les journalistes impliqués sont les suivants :

- Radio Massacre et Radio Capotille ;
- Radio Haïti Nation et Radio Atlantique ;
- Radio Vision Eclair de Ganthier ;
- Nord Est Info.

Après avoir recruté les radios après un diagnostic, des séances de formation et d'atelier sont réalisées pour permettre à nos collaborateurs de travailler sans trop de difficultés. Tout au long de la collaboration, les journalistes ont été formés et renforcés. En plus des émissions à réaliser pendant chaque cycle, les radios devaient promouvoir des activités théâtrales et

travailler en synergie avec les acteurs de théâtre pour réaliser des feuillets et les diffuser dans les radios aux heures les plus écoutées.

En plus des activités de formation auxquelles ont participé au moins 33 journalistes, 59 émissions ont été réalisées sur les sujets suivants : droits et devoirs du citoyen, responsabilité de l'état et des citoyens dans la formation professionnelle, l'identité personnelle et la migration, l'importance de l'éducation financière et des MUSO dans les communautés, journée mondiale de la femme. 7 feuillets de 30 épisodes ont été diffusés dans les 5 radios avec 32 spots promotionnels pour les émissions et les feuillets.

FSFK a promu la formation en technique d'écriture journalistique et rédaction d'articles de blog pour 14 journalistes des radios locales des départements de l'Ouest, Centre et Sud-Est, qui sont maintenant spécialisés en ces domaines.

Le résultat de la formation a été la création de 3 blogs ([www.centreinfoblogspot.com](http://www.centreinfoblogspot.com) ; [www.azueinews.blogspot.com](http://www.azueinews.blogspot.com) ; [www.frontiereinfo.blogspot.com](http://www.frontiereinfo.blogspot.com)) dont un blog frontalier qui met en réseau les journalistes dans les zones frontalières des communes de Fonds Verrettes, Anse-à-Pitres, Ganthier, Thomazeau, Cornillon, Belladère et Ouanaminthe, un blog Azuei News pour la zone du Lac Azuei avec les communes autour du lac, et le blog Centre Info avec des journalistes du plateau central.

Une vidéo sur l'expérience du journalisme est disponible à l'adresse suivante :

- Joly et sa maman, <https://vimeo.com/showcase/5803756/video/324208276>

## 5 LEÇONS APPRISES

### 5.1 INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les mutuelles de solidarités auraient dû jouer un rôle encore plus central dans l'intervention globale en considérant le degré de satisfaction des membres. Pour le futur les leçons apprises sont les suivantes :

- la stratégie initiale de former tous les membres des MUSO a été performante mais n'a pas permis de rejoindre un plus grand nombre de personnes. Seulement dans un deuxième cycle de formation la stratégie a été celle de former des personnes-ressources dans les communautés pour favoriser la naissance des nouvelles mutuelles ;
- des forums des MUSO (nouvelles et préexistantes) auraient été souhaitables afin d'obtenir une coordination parmi les groupes pour créer des MUSO MITAN (MUSO des MUSO) et lancer un système d'augmentation des financements. La seule expérience dans ce but a été celle réalisée à Baptiste à travers la nouvelle caisse populaire créée dans la zone. L'expérience a été intéressante, mais puisqu'elle a été mise en œuvre à la fin du projet nous n'avons pas eu la possibilité de réaliser la suite ;
- Nous n'avons pas creusé la piste de faire des accords avec les hôpitaux et le Ministère de la Santé publique (MSPP) pour tester des micro-assurances ;
- La guide MUSO n'a été finalisé que à la fin du projet ;
- Les ressources humaines étaient trop limitées pour assurer la suite des activités supplémentaires. Pour l'avenir il faut envisager un système de formation des animateurs communautaires.



Les parties prenantes impliquées sont : 1) KNFP (Konsey National Financement Populaires), le leader sur les MUSO en Haïti ; 2) GARR ; 3) les MUSO existantes dans la région ; 4) le MAST (Ministère des Affaires Sociales et du Travail) ; 5) les institutions qui travaillent dans les zones d'intervention avec les MUSO et AVEK (SJM, Sœurs Saint Jean) ; 6) KOFIP (membre de KNFP) qui offre des produits de crédit aux MUSO et évalue leur performance ; 7) Microfinanza Srl ; 8) UCOCAB; 9) CRESES.

Pour l'inclusion économique, les leçons apprises sont les suivantes :

- 1) les formations en éducation financière auraient dû être plus longues pour que les participants puissent en sortir avec un cahier pour le suivi du budget familial, et un service post-formation de conseil aurait dû être mieux développé ;
- 2) suite à la formation en entrepreneuriat, un accompagnement post-formation aurait dû être mieux développé pour permettre de rédiger des meilleurs plans d'affaires et/ou les comptes d'exploitation pour mieux accompagner les bénéficiaires à la recherche des financements. Suite à la révision du projet, la partie relative à l'incubation d'entreprise a été abandonnée ; par contre, elle aurait dû être retenue pour donner un meilleur suivi à toutes les activités économiques soutenues à travers la livraison d'un service structuré d'incubation d'entreprise ouvert à tous les jeunes entrepreneurs, et aussi pour les aider dans la recherche des marchés de vente des produits commercialisés.

Les parties prenantes impliquées sont : 1) CMAH ; 2) Microfinanza Srl ; 3) MICT (Ministère du Commerce et des Industries ; 4) ANACAPH (Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes ; 5) institutions financières (Fonkoze, IMF, Caisses populaires) ; 6) BRH (Banque Centrale de la République d'Haïti) ; 7) autorités locales ; 8) Caribbean export agency ; 9) coopératives et microentreprises locales ; 10) Konsome Lokal ; 11) acteurs commerciaux des villes (supermarchés et magasins).

## 5.2 ÉQUITÉ DE GENRE

L'expérience de la Plateforme Genre du Nord-Est (PGNE) aurait dû être divulguée dans les autres zones frontalières (Belladère et Ganthier) pour développer une Plateforme de Genre Frontalière.

Les parties prenantes impliquées sont : 1) autorités locales ; 2) écoles et universités ; 3) Organisations Communautaires de BASE ; 4) GARR ; 5) Ministère de la Condition Féminine ; 5) journalistes et vidéastes ; 6) PGNE ; 7) autres institutions ouvrant dans la zone ; 8) femmes leaders (chercheuses, entrepreneuses, artistes, académiques, politiciennes).

## 5.3 GOUVERNANCE BINATIONALE

Pour renforcer les commissions mixtes binationales locales, des espaces de travail sectoriels (commerçants, transporteurs, douaniers, policiers...) auraient dû être développés et institutionnalisés pour assurer un dialogue continu.

Les parties prenantes impliquées sont : 1) autorités locales et gouvernementales haïtiennes et dominicaines ; 2) groupes sectoriels de travailleurs ; 3) MAST ; 4) MICT ; 5) MPCE ; 6) radios et journalistes ; 7) autres organisations qui travaillent dans la région ; 8) fédération des municipalités haïtiennes et dominicaines.

## 5.4 CITOYENNETÉ ACTIVE

Les cahiers de revendications auraient dû être rédigés au début de l'action pour permettre une meilleure diffusion et une meilleure prise en compte des recommandations de la part du projet, mais surtout pour assurer un meilleur suivi de la réponse étatique et des bailleurs de fonds de revendications communautaires. Une coordination des groupes de toute la frontière aurait été souhaitable pour la création d'un cahier de revendications frontalières et pour développer un syndicat/mouvement de travailleurs de toute la zone frontalière afin d'exercer une pression plus forte sur l'état central.

Les parties prenantes impliquées sont : 1) autorités locales ; 2) GARR ; 3) leaders communautaires ; 4) Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales ; 5) Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) ; 6) radios communautaires et journalistes ; 7) vidéastes.

Les troupes de théâtre nécessitent d'un accompagnement pour se renforcer en tant que structures autonomes, compte tenu de leurs potentialités. On aurait dû envisager un plan de marketing et un support pour la création d'outils de visibilité. Les parties prenantes impliquées sont : 1) autorités locales ; 2) écoles et universités ; 3) radios, journalistes et vidéastes.

Le tableau ci-dessous résume et souligne la relation entre les résultats et les leçons tirées du projet, afin d'esquisser les actions d'amélioration pour les expériences futures.

Object	Piliers du projet	Résultat	Leçons apprises et conclusion
Assurer le renforcement organisationnel des groupes d'intérêts marginalisés, l'appropriation de leurs droits, l'accès à des mécanismes de solidarité, l'appui à l'entrepreneuriat et aux activités génératrices de revenus et amélioration de la gouvernance autour des marchés binationaux HT-RD des zones frontalières	<b>Inclusion socio-économique</b>	<p><b>R1</b> : Les groupes sont formalisés et renforcés</p> <p><b>R2</b> : Les bénéficiaires <b>améliorent</b> leurs capacités techniques et de gestion financière au niveau domestique / entrepreneurial et ont un meilleur accès au tissu économique</p> <p><b>R4</b> : Les <b>bénéficiaires</b> ont un plus large accès à un mécanisme de solidarité et améliorent l'accès aux services sociaux de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le système MUSO en Haïti s'est révélé très efficace, efficient et capable de déclencher des processus de protection sociale. Il aurait fallu soutenir de nouvelles formations dans les communautés pour favoriser leur expansion et donner une continuité au forum de coordination entre les différents MUSO afin de permettre d'améliorer et de dimensionner cette expérience.</li> <li>Cela aurait aidé aussi à explorer les systèmes de micro-assurance dans le secteur de la santé et à investir dans des formateurs et des éducateurs communautaires sur ces sujets.</li> <li>Sur un plan plus purement économique, l'éducation financière aurait été plus utile si centrée sur le suivi du budget familial et si elle avait prévu un service de conseil post-formation.</li> <li>Concrètement, la formation à l'entrepreneuriat, les pistes d'assistance technique pour l'élaboration des business plans et le mentorat auraient permis d'augmenter les effets sur les bénéficiaires et leurs activités génératrices de revenus.</li> </ul>

Object	Piliers du projet	Résultat	Leçons apprises et conclusion
Assurer le renforcement organisationnel des groupes d'intérêts marginalisés, l'appropriation de leurs droits, l'accès à des mécanismes de solidarité, l'appui à l'entrepreneuriat et aux activités génératrices de revenus et amélioration de la gouvernance autour des marchés binationaux HT-RD des zones frontalières	<b>Gouvernance binationale</b>	<b>R5</b> : Les autorités sont impliquées dans la recherche de solutions aux défis relatifs aux personnes dépendantes de l'économie informelle transfrontalières et les autorités locales apportent des réponses à leurs besoins	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour renforcer les commissions mixtes binationales locales, des espaces de travail sectoriels (commerçants, transporteurs, douaniers, policiers, etc.) auraient dû être développés et institutionnalisés pour assurer un dialogue continu.</li> </ul>
	<b>Équité de genre</b>	<b>R3</b> : Les bénéficiaires (TSI) concernés connaissent leurs droits et devoirs de citoyens et ils ont un espace de revendication auprès des autorités locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'expérience de la Plateforme Genre du Nord-Est (PGNE) aurait dû être divulguée dans les autres zones frontalières (Belladère et Ganthier) pour développer une Plateforme de Genre Frontalière</li> </ul>
	<b>Citoyenneté active</b>	<p><b>R4</b> : Les bénéficiaires ont un plus large accès à un mécanisme de solidarité et améliorent l'accès aux services sociaux de base</p> <p><b>R6</b> : Les partenaires nationaux haïtiens et dominicains la CMAH, GARR et ASOMURE sont renforcés dans leurs capacités institutionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cahiers de revendication auraient dû être rédigés au début de l'action pour permettre une meilleure diffusion et une meilleure prise en compte des recommandations de la part du projet, mais surtout pour assurer un meilleur suivi de la réponse étatique et des bailleurs de fonds des revendications communautaires.</li> <li>• Une coordination transfrontalière accrue faciliterait la collecte des priorités et des besoins spécifiques des deux pays et l'élaboration de stratégies binationales.</li> <li>• Les troupes de théâtre, compte tenu des excellents résultats obtenus, auraient eu besoin d'un accompagnement spécifique pour l'élaboration de business plans durables, la définition d'une stratégie de marketing et la création d'outils de visibilité.</li> </ul>

Table 4 – Panneau synoptique de la chaîne de résultats FSFK. Source : traitement de l'auteur.

# 6 CONCLUSIONS

Entre 2015 et 2019 Oxfam a promu et mis en œuvre le projet Fwontyè San Fòs Kote (FSFK) dans le but de renforcer les groupes et les personnes qui travaillent dans le secteur informel en Haïti, dans la zone frontalière avec la République Dominicaine, en concentrant leur attention sur les femmes, les migrants et les jeunes. Plus précisément, le projet s'est concentré sur des actions qui ont amélioré l'inclusion économique, financière et sociale de la population haïtienne de Ouanaminthe-Dajabon, Balladère-Comendador et Malpasse-Jimani.

FSFK a donné des formations à 6.145 personnes dont 3.691 femmes (60 %), avec 4.010 personnes différentes (2.426 femmes, 60,5 %) qui ont participé au moins à une formation proposée par le projet. Il faut ajouter aussi 1.009 personnes (416 femmes et 593 hommes) parmi lesquelles 92 élus locaux, en particulier des membres ASEC et CASEC, qui ont pris part aux travaux de consultation pour la rédaction de 21 cahiers de revendications dans les 3 zones d'intervention du projet. Elles ont représenté 169 Organisations Communautaires de Base (OCB).

Au-delà des participants aux formations, il faut souligner que la totalité des habitants des communes ciblées par le projet ont pu bénéficier du projet grâce à des actions comme la mise en place des espaces de dialogue, la création des cahiers de revendications communales, la réalisation de microprojets communautaires et du Centre pour l'Emploi de Belladère (CEPI) et les activités de sensibilisation à travers la radio et le théâtre. L'épargne et les revenus de la moyenne de nos bénéficiaires ont augmenté de 20 % par rapport à la situation générale au début du projet, et la diversification des moyens de subsistance a augmenté aussi. Nous avons pu constater que les mutuelles de solidarités ont été un outil très pertinent qui a distribué plus de 1.000 crédits pour un montant qui dépasse les 84.000 \$.

Au niveau communautaire, trois espaces de concertation sont opérationnels et 21 cahiers de revendications communautaires ont été rédigés et validés par les communautés. Dans la province du Nord-Est le projet a soutenu la création de la Plateforme Genre du Nord-Est, un réseau de 49 organisations qui se battent pour l'égalité des genres dans la région. Suite aux priorités identifiées au cours de tables de concertation communautaires, le projet a financé 8 microprojets communautaires choisis par les communautés pour améliorer l'accès aux services sociaux de base.

En plus de rendre compte des principaux résultats obtenus, ce rapport a permis de systématiser et de mettre à disposition de la communauté locale, des bénéficiaires et partenaires, ainsi qu'aux différents acteurs impliqués dans ces enjeux, les enseignements tirés et les outils clés utilisés par les partenaires du FSFK pour favoriser l'inclusion socio-économique de la population des trois zones d'intervention. Tout ce matériel, y compris les photos et vidéos produits, est disponible sur la plateforme Web [www.fsfk.org](http://www.fsfk.org)

Cet exercice nous a également permis de réfléchir sur les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre de l'initiative en Haïti, qui ont été regroupés dans ce document de la façon suivante :

- Inclusion socio-économique. Le système MUSO en Haïti s'est révélé très efficace, efficient et capable de déclencher des processus de protection sociale. Il aurait fallu soutenir de nouvelles formations dans les communautés pour favoriser leur expansion et donner une continuité au forum de coordination entre les différentes MUSO afin de permettre d'améliorer et de dimensionner cette expérience. Cela aurait aidé aussi à explorer les systèmes de micro-assurance dans le secteur de la santé et à investir dans des formateurs et des éducateurs communautaires sur ces sujets. Sur un plan plus purement économique, l'éducation financière aurait été plus utile si centrée sur le suivi du budget familial et si elle avait

prévu un service de conseil post-formation. Concrètement, la formation à l'entrepreneuriat, les pistes d'assistance technique pour l'élaboration de business plans et le mentorat auraient permis d'augmenter les effets sur les bénéficiaires et leurs activités génératrices de revenus ;

- Équité de genre. L'expérience de la Plateforme Genre du Nord-Est (PGNE) aurait dû être divulguée dans les autres zones frontalières (Belladère et Ganthier) pour développer une Plateforme de Genre Frontalière ;
- Gouvernance binationale. Pour renforcer les commissions mixtes binationales locales, des espaces de travail sectoriels (commerçants, transporteurs, douaniers, policiers, etc.) auraient dû être développés et institutionnalisés pour assurer un dialogue continu ;
- Citoyenneté active. Les cahiers de revendications auraient dû être rédigés au début de l'action pour permettre une meilleure diffusion et une meilleure prise en compte des recommandations de la part du projet, mais surtout pour assurer un meilleur suivi de la réponse étatique et des bailleurs de fonds des revendications communautaires. Une coordination transfrontalière accrue faciliterait la collecte des priorités et des besoins spécifiques des deux pays et l'élaboration de stratégies binationales. Les troupes de théâtre, compte tenu des excellents résultats obtenus, auraient eu besoin d'un accompagnement spécifique pour l'élaboration de business plans durables, la définition d'une stratégie de marketing et la création d'outils de visibilité.

Oxfam Haïti pourra profiter de ces enseignements pour l'avenir, considérant également la possibilité de continuer à travailler sur le développement économique des zones frontalières de Belladère et Ouanaminthe à travers un programme financé par l'Union Européenne, destiné à consolider et à étendre le plus possible l'impact du projet FSFK. Fwontyè San Fòs Kote est une initiative très appréciée et fortement soutenue par Oxfam en Haïti, avec des partenaires locaux et internationaux, depuis plus de quatre ans. Le projet FSFK est connu soit pour son impact sur un écosystème caractérisé par des phénomènes complexes et interconnectés, soit pour sa capacité de déclencher des processus de changement profonds pour favoriser l'inclusion socio-économique de la population haïtienne la plus vulnérable dans les zones frontalières.

Cette étude de cas a été écrite par Lorenzo Paoli, Nicola Pin, Francesco Torrigiani et Gabriele Regio. Il fait partie d'une série de documents écrits destinés à éclairer le débat public sur les questions liées aux politiques humanitaires et de développement.

Nous remercions de tout cœur les collègues d'Oxfam en Haïti pour l'aide fournie lors de la collecte des données et de la révision du texte. Oxfam remercie tous les partenaires et les personnes interrogés.

Pour plus d'informations sur les sujets traités dans ce rapport, veuillez écrire à : [francesco.torrigiani@oxfam.it](mailto:francesco.torrigiani@oxfam.it)

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement pour des campagnes d'opinion, des activités de plaidoyer, de recherches et formation, à condition que la source soit citée en entier. Le détenteur du droit d'auteur demande que chaque utilisation soit rapportée dans le but d'en évaluer l'impact. Le permis du détenteur est nécessaire pour l'utilisation dans d'autres circonstances ou dans d'autres publications, la traduction ou l'adaptation, et une contribution peut être demandée. E-mail : [policy@oxfam.it](mailto:policy@oxfam.it)

Les informations contenues dans cette publication sont correctes au moment de la publication (juillet 2019).

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations travaillant ensemble dans plus de 90 pays dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, visant à bâtir un avenir sans l'injustice de la pauvreté. Pour plus d'informations contactez l'un des affiliés ou visitez le site [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

- |   |   |
|---|---|
| Oxfam America ( <a href="http://www.oxfamamerica.org">www.oxfamamerica.org</a> )      | Oxfam India ( <a href="http://www.oxfamindia.org">www.oxfamindia.org</a> )                  |
| Oxfam Australia ( <a href="http://www.oxfam.org.au">www.oxfam.org.au</a> )            | Oxfam Intermón (Spain) ( <a href="http://www.oxfamintermon.org">www.oxfamintermon.org</a> ) |
| Oxfam-in-Belgium ( <a href="http://www.oxfamsol.be">www.oxfamsol.be</a> )             | Oxfam Ireland ( <a href="http://www.oxfamireland.org">www.oxfamireland.org</a> )            |
| Oxfam Brasil ( <a href="http://www.oxfam.org.br">www.oxfam.org.br</a> )               | Oxfam Italy ( <a href="http://www.oxfamitalia.org">www.oxfamitalia.org</a> )                |
| Oxfam Canada ( <a href="http://www.oxfam.ca">www.oxfam.ca</a> )                       | Oxfam Japan ( <a href="http://www.oxfam.jp">www.oxfam.jp</a> )                              |
| Oxfam France ( <a href="http://www.oxfamfrance.org">www.oxfamfrance.org</a> )         | Oxfam Mexico ( <a href="http://www.oxfammexico.org">www.oxfammexico.org</a> )               |
| Oxfam Germany ( <a href="http://www.oxfam.de">www.oxfam.de</a> )                      | Oxfam New Zealand ( <a href="http://www.oxfam.org.nz">www.oxfam.org.nz</a> )                |
| Oxfam GB ( <a href="http://www.oxfam.org.uk">www.oxfam.org.uk</a> )                   | Oxfam Novib (Netherlands) ( <a href="http://www.oxfamnovib.nl">www.oxfamnovib.nl</a> )      |
| Oxfam Hong Kong ( <a href="http://www.oxfam.org.hk">www.oxfam.org.hk</a> )            | Oxfam Québec ( <a href="http://www.oxfam.qc.ca">www.oxfam.qc.ca</a> )                       |
| Oxfam IBIS (Denmark) ( <a href="http://www.ibis-global.org">www.ibis-global.org</a> ) | Oxfam South Africa ( <a href="http://www.oxfam.org.za">www.oxfam.org.za</a> )               |



*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union Européenne et de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Oxfam Italia et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne et de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement.*



**AGENCE ITALIENNE  
POUR LA COOPÉRATION  
AU DÉVELOPPEMENT**